



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION :</b> <b>VOIRIE Nîmes / GEP</b> <b>Réf: CBC/CBC</b>	<b>OBJET : LA CONTEMPORAINE DE NIMES 2024 -</b> <b>KERMESSE</b>  <b>PLACE ROGER BASTIDE.</b>  <b>Du 20/06/2024 au 23/06/2024</b>
--	---

**Le Maire de la ville de NIMES,**  
**Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**Vu** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 21/05/2024,

**Considérant** qu'il importe de faciliter l'organisation et le déroulement des manifestations dans l'agglomération nîmoise,

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - À COMPTER DU 20/06/2024 À 19H00 ET JUSQU'AU 23/06/2024 À 12H00.**

Le stationnement est interdit **PLACE ROGER BASTIDE** selon le périmètre du plan joint.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules identifiés et autorisés par le service organisateur de la **CONTEMPORAINE DE NIMES**.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**ARTICLE 2 - À COMPTER DU 22/06/2024 DE 08h00 À 22h00.**

La circulation est interdite **PLACE ROGER BASTIDE** dans le périmètre du plan joint.

Afin d'éviter toute projection de véhicule bélier, les accès sont fermés par des obstacles lourds déplaçables type véhicules, BAAVA (liste non exhaustive). Ils doivent pouvoir être déplacé immédiatement pour permettre l'accès à des véhicules de secours à tout moment.

**ARTICLE 3 - PERIMETRE DE LA KERMESSE**

**ARTICLE 4** La signalisation relative aux dispositions susvisées est mise en place par les Services Municipaux.

**ARTICLE 5** Les véhicules en infraction au présent arrêté sont enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

**ARTICLE 6** Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 7** La publication du présent acte est consultable sur le site de la Ville de Nîmes : <https://www.nimes.fr/mairie/voirie.html>

**ARTICLE 8 - M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*